



Revue de presse



Lundi 02 Octobre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Communiqué du Conseil des ministres

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée au projet de loi relatif à la lutte contre le faux et l'usage de faux, ainsi qu'à des exposés concernant plusieurs secteurs, indique le communiqué du Conseil des ministres, dont voici la traduction APS :



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le Conseil des ministres approuve l'exposé de la Déclaration de politique générale du Gouvernement

Le Conseil des ministres a approuvé, dimanche, lors d'une réunion présidée par le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, l'exposé de la Déclaration de politique générale du Gouvernement.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le Président de la République ordonne le recensement, le suivi et l'évaluation de toutes les décisions prises en Conseil de ministres

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné, lors du Conseil des ministres qu'il a présidé dimanche, le recensement, le suivi et l'évaluation de toutes les décisions prises en Conseil de ministres, en relevant ce qui n'a pas encore été appliqué.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le Président de la République souligne l'impératif de veiller à la stricte mise en œuvre du Plan de l'Etat pour organiser l'importation

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis l'accent, lors du Conseil des ministres qu'il a présidé dimanche, sur l'impératif de veiller à la stricte mise en œuvre du Plan de l'Etat pour organiser l'importation et assurer la disponibilité des différents produits, en vue d'éviter toute mauvaise interprétation des décisions de l'Etat, indique le communiqué du Conseil.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La COSOB approuve un emprunt obligataire émis par Maghreb Leasing Algérie

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) a visé une notice d'information relative à l'émission d'un emprunt obligataire institutionnel par la Société Maghreb Leasing Algérie (MLA) pour un montant de trois (3) milliards de dinars, a-t-elle indiqué dimanche dans un communiqué.

[CGCI-Pme : lancement d'une plateforme numérique au service des banques](#)

La Caisse de Garantie des Crédits d'Investissements (CGCI-Pme) a lancé dimanche une plateforme numérique permettant aux banques d'accéder au service de numérisation des souscriptions à la garantie et aux prestations d'indemnisation, a indiqué la CGCI-Pme dans un communiqué.



[APN : Le calendrier des prochaines séances plénières arrêté](#)

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Ibrahim Boughali, a présidé, hier, une réunion du bureau de l'APN, pour arrêter le calendrier des prochaines séances plénières devant reprendre demain, avec la présentation et le débat du projet de loi de finances rectificative de l'année 2023, a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement.



[Caisse de Garantie des Crédits d'Investissement : Lancement d'une plateforme numérique au service des banques](#)

La Caisse de Garantie des Crédits d'Investissements (CGCI-Pme) a lancé hier une plateforme numérique permettant aux banques d'accéder au service de numérisation des souscriptions à la garantie et aux prestations d'indemnisation, a indiqué la CGCI-Pme, dans un communiqué.



[Conseil des ministres/Devant les tensions apparues sur des produits de large consommation](#)

[L'État passe à l'action](#)

L'inflation sévit dans le monde entier, en raison d'une crise économique globale.

Réuni, hier, par le chef de l'État, le Conseil des ministres a planché sur l'approvisionnement et la distribution des produits de large consommation. Il y a lieu de souligner d'ores et déjà les efforts déployés par l'État pour lutter contre les comportements spéculatifs.



[Projet de loi de finances rectificative pour 2023: mesures pour encourager la conformité fiscale](#)

Dans le cadre de l'étude du projet de loi de finances rectificative pour l'année 2023, la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu une réunion, ce dimanche, afin d'écouter les présentations de Amel Abdellatif, directrice générale des impôts, et Hachemi Achouri, le sous-directeur au sein de la direction générale des impôts (DGI).



[CN: présentation, ce lundi, du projet de loi fixant les conditions d'octroi du foncier économique destiné à l'investissement](#)

Le Conseil de la Nation reprendra ses travaux, demain lundi, lors d'une séance plénière consacré à la présentation et à la discussion d'un projet de loi fixant les conditions et modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement, a indiqué le Sénat dans un communiqué.



[Seuil des 100 dollars : Le baril est si près](#)

Le pétrole renoue-t-il avec les 100 dollars le baril ? «Le cours du baril de Brent se dirige vers l'objectif de 99,56 dollars, un obstacle graphique majeur correspondant au sommet majeur de novembre 2022 », explique Robert Haddad, de la Banque SBA, cité par le site www.capital.fr

Inversement, explique-t-il, un reflux du prix du pétrole sous le support majeur de 89,09 dollars, correspondant au sommet de janvier 2023, remettrait en question ce scénario haussier.

Décisions du Conseil des ministres : Un délai d'un mois pour les mettre en œuvre

Le Président de la République a ordonné, ce dimanche, une évaluation des décisions et mesures prises lors des conseils des ministres. Il a exigé de faire le point sur celles qui n'ont pas été exécutées.



رئيس الجمهورية يأمر بإحصاء ومتابعة وتقييم كل القرارات المتخذة في مجالس الوزراء

أمر رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، خلال ترؤسه اليوم الأحد اجتماعا لمجلس الوزراء، بإحصاء ومتابعة وتقييم كل القرارات المتخذة في مجالس الوزراء وحصر ما لم يتم تطبيقه منها. وأوضح بيان لمجلس الوزراء أنه "إثر المصادقة على مشروع قانون يتعلق بمكافحة التزوير واستعمال المزور ومراسيم في قطاعي الخارجية والطاقة، أسدى السيد الرئيس عدة أوامر وتوجيهات عامة، حيث أمر بإحصاء ومتابعة وتقييم كل القرارات المتخذة في مجالس الوزراء وحصر ما لم يتم تطبيقه منها".



توفر "مزايا عديدة" للبنوك الشريكة

منصة رقمية للاستفادة من الضمان والتعويضات عن القروض

أطلق صندوق ضمان قروض الاستثمارات للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة، الأحد، منصة رقمية تسمح للبنوك بولوج خدمة رقمنة عمليات الاشتراك للاستفادة من الضمان والتعويضات، حسب ما أفاد به بيان لذات الصندوق.

وحسب صندوق ضمان قروض الاستثمارات، فقد انطلقت، في جوان المنصرم، التجارب الأولى للمنصة التي تم تشغيلها الأحد والتي تمكّن من الآن فصاعدا البنوك من ولوج خدمة رقمنة جميع عمليات الاشتراك للاستفادة من الضمان والتعويضات.



الرئيس تبون يوجه ضرورة السهر الصارم على تنفيذ خطة الدولة في تنظيم الاستيراد

شدد رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون على ضرورة السهر الصارم على تنفيذ خطة الدولة في تنظيم الاستيراد.



إطلاق منصة رقمية موجهة للبنوك

أطلق صندوق ضمان قروض الإستثمارات للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة، منصة رقمية تسمح للبنوك بولوج خدمة رقمنة عمليات الإشتراك للإستفادة من الضمان والتعويضات.

وحسب صندوق ضمان قروض الإستثمارات، فقد إنطلقت في جوان المنصرم التجارب الأولى للمنصة التي تم تشغيلها اليوم الأحد. والتي تمكن من الآن فصاعدا البنوك من ولوج خدمة رقمنة جميع عمليات الإشتراك للإستفادة من الضمان والتعويضات.



إطلاق قرض سندي لفائدة "المغربية للإيجار المالي"

صادقت لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها على مذكرة إعلامية تتعلق بإطلاق قرض سندي مؤسستي من طرف شركة المغربية للإيجار المالي الجزائر (MLA) بقيمة 3 مليارات دينار جزائري.

في بيان لها، أفيد: "خلال اجتماعها المنعقد بتاريخ 26 سبتمبر 2023، أصدرت لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها (COSOB) تأشيرتها على المذكرة الإعلامية المتعلقة بإصدار قرض سندي من طرف شركة المغربية للإيجار المالي الجزائر (MLA) موجه للمستثمرين المؤسستين بقيمة قدرها 03 مليار دينار جزائري، يستخدم لتمويل نشاط الإيجار المالي للشركة".

LIGNES AÉRIENNES, FOIRES COMMERCIALES ET BANQUES

L'offensive de l'Algérie en Afrique

L'Algérie est en train d'opérer une offensive en Afrique, son prolongement géographique naturel. En plus des nouvelles lignes aériennes lancées par Air Algérie, des banques ont ouvert des représentations dans deux pays, en attendant d'autres.

Karim Aimeur - Alger (Le Soir) - En même temps, Alger se redéploie sur le plan économique et commercial en organisant des foires dans plusieurs grandes villes du continent. Ce samedi, c'est le Conseil d'affaires algéro-ougandais qui a été installé à Kampala (Ouganda), avant de tenir sa première session.

L'installation de ce conseil s'est déroulée en marge des travaux du Forum du commerce et de l'investissement algéro-ougandais qui ont débuté, avant-hier, sous le thème «Les opportunités de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) pour le renforcement des relations commerciales bilatérales entre l'Algérie et l'Ouganda».

Des représentants de 51 sociétés algériennes ainsi que des hommes d'affaires des deux pays participent à ce forum, selon un communiqué du ministère du Commerce.

L'installation de ce conseil intervient suite à l'accord de partenariat et de coopération signé la

veille entre la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), et son homologue ougandaise, sous la supervision du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, en compagnie du ministre ougandais du Commerce, de l'Industrie et de la Coopération, Francis Mwebesa.

Dans une déclaration en marge de l'événement économique, le chargé de la gestion de la CACI, Houcine Zaoui, a affirmé que le Conseil d'affaires conjoint constitue un mécanisme visant à renforcer la coopération économique entre les deux pays, soulignant les opportunités «prometteuses» offertes aux deux parties.

À l'occasion de l'inauguration de la foire des produits algériens à Kampala, le ministre du Commerce Tayeb Zitouni a souligné «l'importance de l'accès des produits algériens aux marchés africains et de l'investissement au niveau continental».

D'autres salons de produits algériens ont déjà été organisés



Photo : DTI

en Afrique, à l'instar du salon dédié à l'industrie pharmaceutique algérienne organisé dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba.

L'offensive algérienne s'est traduite également par le lancement de deux lignes aériennes directes depuis le début de l'année, en attendant le lancement de deux nouvelles dessertes avant fin 2023.

En effet, après le lancement de la ligne directe Alger-Johannesburg (Afrique du Sud), le transporteur national a opéré, ce 22 septembre, le premier vol Alger-Addis-Abeba (Éthiopie). La

ligne Alger-Douala (Cameroun) sera lancée dans les prochains jours alors que celle Alger-Abuja (Nigeria) est prévu pour le mois de décembre prochain.

En parallèle, l'Algérie aspire à déployer un réseau de ses banques dans le continent et ce, dans le cadre des actions visant à faciliter l'investissement et les échanges commerciaux entre l'Algérie et les autres pays africains.

Deux banques ont déjà été lancées. La première, Algerian Union Bank (AUB) a été ouverte à Nouakchott le 20 septembre.

La deuxième, Algerian Bank of Senegal, est, quant à elle, opérationnelle depuis le 21 du même mois. Une autre banque devrait être ouverte en Côte d'Ivoire prochainement.

Ces banques se veulent, selon le professeur d'économie, Mohamed Achir qui s'est exprimé à l'APS, des «outils d'accompagnement, de soutien technique et de conseil aux entreprises algériennes exportatrices. Elles permettront d'identifier les opportunités d'investissement et d'accompagnement dans la concrétisation de projets d'investissement algériens dans ces pays».

Aux côtés des banques, deux expositions permanentes de produits algériens, relevant de la Société algérienne des foires et exportations (Safex), ont été ouvertes à Nouakchott et à Dakar, représentant plusieurs secteurs, à même de booster l'échange commercial entre l'Algérie et ces deux pays, mais aussi avec le reste des pays africains.

À travers ces espaces permanents, des opérateurs économiques algériens (une soixantaine dans chacune des deux capitales) vont œuvrer à mettre en avant les potentialités de partenariat avec les pays du continent africain.

K. A.

LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES RÉCLAMENT SA PROMULGATION RAPIDE

Le projet de loi sur le foncier au menu des sénateurs

- Ce texte de loi, devant compléter le cadre législatif pour permettre d'améliorer l'environnement des affaires, a été adopté en juillet dernier par les députés
- Le vice-président du CREA, Abdelouahed Kerrar, a estimé que sa promulgation permettra à plusieurs projets d'investissement «bloqués de pouvoir redémarrer»

Le projet de loi fixant les conditions d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat et destiné à la réalisation de projets d'investissements est au menu du Conseil de la nation. Il sera présenté, aujourd'hui, aux sénateurs en plénière par le ministre des Finances, Laziz Faïd, puis soumis au débat général. Ce texte de loi, devant compléter le cadre législatif pour permettre d'améliorer l'environnement des affaires, a été adopté en juillet dernier par les députés. Ces derniers ont tous relevé le retard accusé pour la présentation de ce texte important devant accompagner la loi sur l'investissement promulguée une année auparavant. Face aux députés, le ministre des Finances

a, notamment, réfuté «tout retard» dans l'élaboration de ce texte. Pour M. Faïd, le projet de loi requerrait une «maturation» et nécessitait une «large concertation» de par «l'importance» qu'il revêt pour «améliorer et rendre efficace le climat des affaires». Il constitue, de ce fait, a-t-il ajouté, une «autre étape dans l'édifice réglementaire pour trouver un cadre de transparence, d'équité et éliminer toutes les entraves éventuelles que rencontreraient les investisseurs dans leur projets d'investissement». Pourtant il y a une semaine, Abdelouahed Kerrar, vice-président du Conseil du nouveau économique algérien (CREA), a regretté la promulgation de la loi sur l'investissement avant celle sur

le foncier. «Cette démarche a freiné l'investissement. Sa promulgation, notamment l'article 23, permettra à plusieurs investisseurs qui sont bloqués de pouvoir redémarrer», dira-t-il estimant inadmissible que des projets d'investissement soient «bloqués ou abandonnés» à cause du foncier.

«LES WALIS SUIVENT LES INVESTISSEMENTS»

Le projet de loi soumis aux sénateurs vise à «supprimer les obstacles rencontrés par les investisseurs pour obtenir un bien immobilier économique, avec l'inclusion d'installations et de privilèges». Ce texte, qui abroge les dispositions de l'arrêté de 2008 précisant les conditions et modalités

d'octroi de la concession sur les terrains appartenant au domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation de projets d'investissement, consacre «l'engagement de l'Etat à la préparation au préalable du foncier économique appartenant à sa propriété privée, avant de l'attribuer à des investisseurs par des organismes publics spécialisés dans le domaine du foncier industriel, touristique et urbain». La commission des finances et du budget de l'APN avait traité 47 amendements qui lui avaient été proposés, dont plusieurs ont été approuvés. Parmi les propositions d'amendement approuvées par les députés, celles relatives à l'article 22, selon lesquelles «les walis territorialement compétents continuent

de suivre et d'épurer les investissements pour lesquels des licences de concession ont été accordées, avant la publication de cette loi, conformément à une décision de l'Etat ou inscrites dans un contrat de concession ou une licence écrite délivrée par le wali qui a abouti à l'achèvement du projet sur la base d'un permis de construire s'élevant à 20%». Par ailleurs, il est également prévu les 3 et 5 du mois en cours le débat autour de deux autres projets relatifs aux forêts et au patrimoine forestier ainsi que celui portant sur la protection et la préservation des terres de l'Etat. Des textes de lois qui ont déjà eu le quitus des élus de la chambre basse du Parlement.

Nabila Amir

MARCHÉ PARALLÈLE DE CHANGE

L'euro file vers les 230 dinars

La monnaie nationale s'échangeait nettement en baisse, hier, sur les plaques tournantes du change parallèle, les cambistes du Square Port Saïd craignant que l'Etat mette à exécution son plan d'absorption des capitaux du marché informel des devises via son soutien à la création de bureaux de change. Les principales devises reprenaient de vigueur ; l'euro s'échangeait contre 229 dinars, alors que le dollar américain est cédé à 216 à la vente. Le bond est pour le moins spectaculaire ! La principale devise du Vieux Continent s'échangeait contre 223 dinars, tandis que le billet vert se maintenait autour de 205 dinars il y a de cela à peine une semaine.

L'euro grappillait ainsi 4 à 5 dinars pendant que la monnaie américaine gagnait à son tour plus de 10 dinars en un laps de temps de moins d'une semaine, sur un marché pris carrément dans un tourbillon de folles informations, faisant craindre la disparition d'un des pans de l'économie souterraine.

Plus tôt la semaine dernière, la Banque d'Algérie a annoncé l'adoption d'un projet de règlement relatif aux conditions d'autorisation, de constitution, d'agrément et d'exercice des bureaux de change. Cette démarche vise à créer les condi-

tions idoines à même de favoriser le déploiement d'un vaste réseau national de ces bureaux, lit-on dans le communiqué diffusé par la Banque centrale.

Cette annonce, qui fait remonter à la surface le débat sur la disparition des circuits de change informels, suscite une véritable psychose qui s'est emparée aussitôt des principales places du change parallèle, les cambistes nourrissant, pour certains, la crainte que l'Etat passe enfin à l'action pour éradiquer les zones de change parallèle, tandis que d'autres se mettent en position d'attente en scrutant la moindre nouveauté provenant de la Villa Joly.

Rien n'a été encore annoncé depuis l'adoption du fameux projet de règlement lié à l'exercice des bureaux de change, mais nombre d'acteurs et d'observateurs de la place bancaire et financière accèdent à l'idée selon laquelle le texte en question serait un prélude à l'avènement d'une réglementation encadrant l'activité des bureaux de change et à une remise en cause claire d'un marché parallèle - jusqu'ici toléré -. En tout cas, l'impact le plus évident de la dernière annonce de la plus haute autorité monétaire est que les cambistes augmentent leurs marges de gain, comme

pour s'emparer d'un butin avant que d'autres viennent y mettre la main.

BAISSE DE L'OFFRE

La hausse des primes appliquées par les cambistes ne traduit pas uniquement la psychose ambiante, mais liée, comme dans un marché normal, à l'équilibre entre l'offre et la demande. Le dinar pâtit sur les plaques tournantes du change parallèle d'une baisse de l'offre provenant des émigrés, pris en tenailles entre une inflation pesante et un pouvoir d'achat en perpétuelle érosion.

Les transferts des émigrés algériens établis dans les capitales occidentales connaissent un déclin évident, sur fond d'une inflation qui affecte le pouvoir d'achat et la répartition des revenus. *«La baisse du pouvoir d'achat en Europe a pénalisé l'offre en devises et l'activité du change entre Alger et les capitales européennes accuse le coup»*, témoigne un des cambistes du Square Port Saïd qui, plutôt que de replier les voiles, préfèrent augmenter la prime à la vente pour compenser la baisse de l'offre. Côté demande, le scénario d'une probable hausse de la demande se confirme avec, comme élément palpable, l'ouverture de la saison des voyages religieux (Omra) qui, comme à l'ac-

coutumée, viendra mettre le marché du change parallèle en ébullition, faute d'une offre bancaire suffisante. Certains admettaient d'ailleurs, sans réserve aucune, que si le marché parallèle était tacitement toléré, en l'absence des bureaux de change, c'est parce que l'offre bancaire était peu capable de répondre à l'offre. Et si la situation devait changer au profit de l'avènement d'une activité de change régulée, c'est parce que les circuits parallèles ont atteint une ampleur et un niveau de sophistication tel qu'il faille y mettre un terme. Le Fonds monétaire international (FMI) voit en tout cas d'un mauvais œil l'existence d'un marché parallèle des devises et appelle, sans relâche, à mettre un terme à cette double parité du dinar. La libéralisation de l'activité du change par son ouverture à d'autres acteurs extra-bancaires pourrait être la solution, à la condition d'apporter des correctifs au cadrage réglementaire actuel. Il ne s'agira pas, bien évidemment, d'une libéralisation des mouvements de capitaux qui nécessite une convertibilité du dinar, mais d'une ouverture de l'activité de change à de nouveaux acteurs. La libéralisation des transactions en capital, elle, ne peut être envisagée dans l'état actuel des choses.

Hakim. T.

DE NOUVELLES MESURES EN PRÉPARATION

Les assurances, un vaste chantier de réforme

- A la faveur d'un projet de loi en préparation, le gouvernement compte faire aboutir cette réforme qui rassemble dans un texte de loi les différents aspects régissant l'activité, à savoir les contrats d'assurance, les assurances obligatoires, l'assurance Takaful, l'assurance-crédit à l'exportation, l'organisation et contrôle de l'activité.

La réforme du secteur des assurances est en préparation. Le gouvernement s'apprête à prendre de nouvelles mesures à l'effet de mettre le secteur au diapason de l'activité économique dans le pays. Les assurances ont certes connu plusieurs réformes dont la plus importante reste la libéralisation du secteur en 1995. Celle-ci a levé le monopole de l'Etat et a permis l'ouverture du marché au privé. Quelques 25 sociétés d'assurances à capitaux publics, privés et mixtes en partenariat avec des groupes internationaux d'assurance opèrent dans le marché. Deux autres réformes sont intervenues en 2006 et 2011. Durant cette année, le secteur a enregistré la séparation entre les assurances de dommages et les assurances de personnes, et la mise en œuvre de la bancassurance, comme moyen plus adaptée à la vente de certains produits d'assurances.

Aujourd'hui, le développement du secteur est tel que sa production est passée de 46 milliards DA en 2006 à 147 milliards de DA, en 2021, selon les chiffres en notre possession. A la faveur d'un projet de loi en préparation, le gouvernement compte faire aboutir cette réforme qui rassemble dans un texte de loi les différents aspects régissant l'activité, à savoir les contrats d'assurance, les assurances obligatoires, l'assurance Takaful, l'assurance-crédit à l'exportation, l'organisation et contrôle de l'activité. Le premier aspect consiste à permettre l'adaptation



La réforme du secteur des assurances est en préparation

du dispositif de régulation et de contrôle des assurances. Il s'agit en l'occurrence de l'institution, auprès du ministère des finances, d'une « autorité indépendante dédiée spécialement à la régulation et à la supervision des assurances », en remplacement de l'actuelle Commission de supervision des assurances. L'on affirme que son caractère indépendant vise à favoriser, sur le marché le principe de « neutralité », en établissant une distinction entre « les missions de l'Etat régulateur et contrôleur et celles de l'Etat actionnaire unique dans des sociétés publiques des assurances ». Le nouveau texte va permettre le lancement de l'assurance Takaful, comme nouveau produit. De nouvelles mesures sont en préparation. Il s'agit entre autres de la consécration de

l'assurance Takaful et de l'introduction de la vente à distance des produits d'assurance, en vue de favoriser la digitalisation du secteur à travers la vente des polices d'assurances par internet. Comme il est question aussi de l'élargissement de l'obligation d'assurance contre l'Incendie à tous les opérateurs économiques tant publics que privés, sans distinction. L'on assure qu'actuellement, elle n'est obligatoire que pour les opérateurs publics. Cette mesure devrait permettre de protéger davantage le patrimoine économique national. S'agissant des compagnies d'assurance, elles devraient mettre en place un système de contrôle interne pour un meilleur suivi des risques. Comme elles devraient avoir l'obligation de mettre en place un système

de lutte contre le blanchiment d'argent. En matière d'assurance automobile, quelques modifications seront au menu du barème d'indemnisation des dommages corporels. En matière d'assurance de Catastrophes Naturelles (CAT, NAT), il est envisagé d'accorder la possibilité aux sociétés d'assurance d'indemniser les victimes même en l'absence de l'arrêt portant déclaration de l'état de catastrophes naturelles. L'on rappelle que cette exigence a constitué un élément de blocage de ce dispositif.

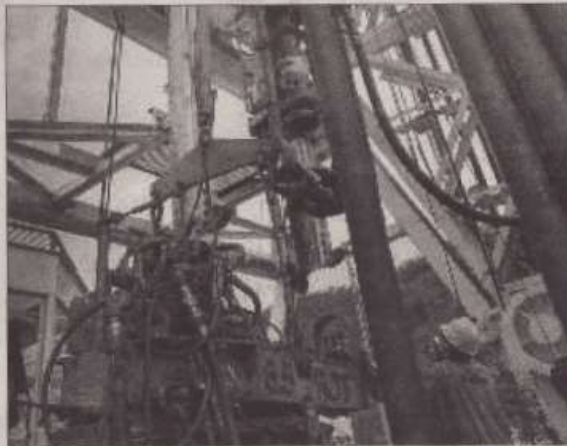
Comme l'on pense à actualiser les montants des amendes en cas de non souscription des assurances obligatoires. Autrement-dit une hausse des amendes. Ces montants remontent à 1995, explique-t-on. **Alli Benyahia**

Campagne médiatique

Quand la réévaluation du PIB de l'Algérie dérange !

Lors de sa dernière rencontre avec les journalistes, au début du mois d'août passé, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, annonçait que «le Produit intérieur brut réel de l'Algérie dépassait les 225 milliards de dollars en 2022 et qu'en réalité il pourrait se situer entre 240 et 245 milliards de dollars et ceci sans même aborder le marché et la production parallèle, nous sommes parvenus à 225 milliards de dollars comme chiffre officiel».

Moins de quatre jours après cette sortie du Président algérien, le magazine français Jeune Afrique, proche du palais royal marocain, titrait sans aucune retenue : «PIB de l'Algérie ; Tebboune s'est-il emmêlé dans ses données ?». Le 17 septembre 2023, et lors de la séance d'ouverture de la ré-



■ Le nouveau PIB serait de 233 milliards en 2022 de dollars contre 193 milliards de dollars évalués antérieurement par les institutions financières internationales. (Photo : DR)

de Benabderrahmane et le nouveau chiffre du PIB qu'il a communiqué ont donné lieu à une campagne médiatique émanant de milieux hostiles à l'Algérie visant à semer le doute sur la vi-

produit intérieur brut». La réévaluation a permis de faire bondir le PIB du Nigeria de 89%. Ce qui constitue un record absolu que certains expliquent par le fait que ce pays n'a pas modifié sa méthode de calcul depuis 1990. Le rebasing du PIB d'un pays est reconnue par les Nations unies et les institutions financières internationales. Ces dernières recommandent aux pays de modifier tous les cinq ans le mode de calcul de leur PIB pour prendre en compte les évolutions dans la production et la consommation. Donc et contrairement aux analyses de certains experts, la décision prise par l'Algérie de réévaluer son produit intérieur brut est largement justifiée et respecte les critères internationaux régissant ce processus. Parmi les nombreux pays qui adoptent régulièrement le rebasing nous trouvons le Maroc. Ce pays a procédé à trois réévaluations de son PIB depuis 1998, alors que l'Algérie n'a menée aucune procédure pendant tout ce temps là.

union des pays membres du Fond monétaire arabe à Alger, le Premier ministre, Aïmen Benabderrahmane, déclarait que le PIB de l'Algérie et après sa réévaluation à travers une opération de «rebasage» a atteint 233 milliards de dollars en 2022. Cette déclaration

de cette réévaluation. Pourtant, l'Algérie n'est pas le seul pays à avoir procédé à une réévaluation de son produit intérieur brut. En 2014, le Nigeria est devenu la première économie africaine, dépassant ainsi l'Afrique du Sud, suite à un chan-

gement de calcul statistique. Le même magazine Jeune Afrique traitera à l'époque cette information sans écart dans le commentaire : «Le 6 avril 2014, le Nigeria a publié, via son bureau na-

En 1998, le Maroc a procédé à une réévaluation de son PIB avec une croissance de 11%. Une deuxième opération s'est faite en 2007, devenue une année de base de calcul avec une hausse du PIB de 5,1%. Enfin, la dernière réévaluation a été finalisée en avril 2022 avec comme année de base 2014 et une hausse du PIB de 8,2%. D'autres pays ont récemment revu à la hausse leurs PIB. Le Sénégal en 2018 avec une réévaluation de son produit intérieur brut de 30%, la Côte d'Ivoire en mars 2020 avec 38% et le Togo en septembre de la même année avec 30%.

Pour revenir à l'Algérie, on pourrait considérer que cette réévaluation de son produit intérieur brut a été modeste comparativement avec les exemples qu'on vient de citer. Selon le Premier ministre algérien, le nouveau PIB serait de 233 milliards en 2022 de dollars contre 193 milliards de dollars évalués antérieurement par les institutions financières internationales. Ce qui représente une hausse modeste de l'ordre de 17% seulement. Pourtant et à l'exemple du Nigeria, l'Algérie n'a pas réévalué son PIB depuis plus d'une vingtaine d'années.

Dans les prochains jours on s'attend à des explications du Gouvernement concernant l'année de base prise dans la réévaluation du PIB ainsi que la dernière année

Cela reflète une réelle dynamique de la production nationale

Le PIB de l'Algérie ne cesse de progresser

«L'Algérie table dans le projet de loi de Finances rectificative 2023, débattu récemment, à l'Assemblée Populaire Nationale (APN) sur une croissance économique de 3,3% au lieu de 4,1% prévu par la loi de Finances 2023 en initiale. L'amélioration des indicateurs macro-économiques de l'Algérie signifie, également, une augmentation du volume et de la valeur de la production nationale et par conséquent du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays qui a atteint en 2022 près de 233 milliards de dollars, selon les chiffres avancés le 17 septembre dernier par le chef du Gouvernement, Aïmen Benabderrahmane. Quatrième puissance économique en Afrique en matière du PIB, l'Algérie est bien déterminée à poursuivre sa politique d'investissement et de soutien à la production nationale pour augmenter ses revenus et améliorer la qualité de vie de ses citoyens, bien que ce dernier paramètre n'entre pas dans le calcul du PIB du pays.

C'est quel un PIB et comment se calcule-t-il ? Bon à savoir. La définition du PIB est simple, cependant sa mesure est assez complexe. Il faut juste savoir que la croissance du PIB est synonyme de croissance économique et sa baisse est synonyme de décroissance. Cet indicateur économique permet de mesurer la production de biens et services d'un pays à l'intérieur du territoire national pour une période d'une année.

que ce soit par les résidents ou les étrangers. Il calcule uniquement la valeur totale des biens et services finaux produits (ensembles des valeurs ajoutées collectées auprès des organisations productives, en l'occurrence, les entreprises, ménages, les administrations) durant la même période. Son évolution hors effet prix (PIB réel) reflète selon les économistes la croissance économique, mais qui reste difficilement mesurable dans certains pays, en raison de la prédominance de l'économie souterraine.

Le PIB permet, toutefois, de comparer les performances économiques entre les pays ainsi que son niveau de développement en calculant le PIB par habitant qui mesure le niveau de vie. Cet indicateur se calcule en divisant le PIB du pays par sa population. Par exemple, le PIB moyen par habitant de l'Algérie a atteint 5.187 dollars en 2022, selon les statistiques avancées par le Premier ministre, confirmant ainsi l'amélioration du niveau de vie des Algériens, mais il ne tient pas compte du coût de la vie et de la richesse des habitants. Il ne faut toutefois pas confondre le Produit Intérieur Brut avec le Produit National Brut (PNB) qui calcule de la valeur de la production annuelle de biens et de services des résidents d'un pays sur son sol et à l'étranger, sans inclure la valeur des entreprises étrangères produites sur son sol.

Samira Tk

Permettent-ils de canaliser la masse monétaire en circulation dans la sphère informelle sans une nouvelle gouvernance et la refonte du système financier ?

Afin de canaliser le capital argent de la sphère informelle, le 23 septembre 2023, le Conseil monétaire et bancaire vient d'adopter un projet de règlement relatif aux conditions d'autorisation, de constitution, d'agrément et d'exercice des bureaux de change, une démarche qui vise à créer les conditions idoines à même de favoriser le déploiement d'un vaste réseau national de ces bureaux.

Rappelons que l'instruction 09/04 du 18 décembre 1996 avait déjà fixé les conditions de création et d'agrément des bureaux de change où l'article 1er stipulait que la présente instruction a pour objet de déterminer les conditions de création, d'agrément, d'organisation et de fonctionnement des bureaux de change, conformément aux dispositions du règlement n°95-07 du 23 décembre 1995 modifiant et complétant le règlement n°90/04 du 2 mars 1992 relatif au contrôle des changes notamment ses articles 10 à 15.

Officiellement, depuis cette date, plus de 40 bureaux de change ont été agréés, mais aucun n'est opérationnel aujourd'hui, où une série de mesures avaient été prises pour atténuer les effets de l'activité informelle sur l'économie nationale : augmentation l'allocation touristique, pour la porter à 500 euros ; permettre aux étudiants d'utiliser le canal bancaire pour financer leurs études, et autoriser les compagnies d'assurances à procéder en change les soins à l'étranger.

Actuellement le seuil maximal du montant en devises que les voyageurs algériens résidents ou non résidents peuvent transporter avec eux au départ de l'Algérie, sans obligation de les déclarer aux services de la douane, est de 1000 euros. Or la cota-



161,85 dinars un euro, 2021, 134,03 dinars un dollar et 157,80 un euro - en 2022 140,24 pour un dollar et 139,99, un dollar pour un euro. Il est coté (source BA) du 21 au 25 septembre 2023 à 137,0473 dinars un dollar et 146,2567 dinars un euro. Contrairement à certaines suppositions, dans la conjoncture actuelle, il est économiquement impossible de réévaluer le dinar si l'on ne procède pas à des réformes urgentes et à une nouvelle gouvernance loin l'économie de la vente qui assés les dépenses procurent 58% des recettes en devises du pays.

Les réserves internationales d'un pays étant selon la définition du FMI, l'ensemble des disponibilités composant le portefeuille des actifs que sa Banque centrale détient (devises, or, droits de tirage spéciaux (DTS)). L'évolution des réserves de change de 2001 à fin août 2023 ont évolué ainsi : 2001 : 17,9 milliards de dollars ; - 2005 : 56,2 milliards de dollars ; - 2010 : 102,2 milliards de dollars ; - 2011 : 175,6 milliards de dollars ; - 2012 : 190,0 milliards de dollars ; - 2013 : 194,0 milliards de dollars ; - 2014 : 176,9 milliards de dollars ; - 2015 : 144,1 milliards de dollars ; - 2016 : 114,1 milliards de dollars ; - 2017 : 97,35 milliards de dollars ; - 2018 : 79,88 milliards de dollars ; - 2019 : 62 milliards de dollars - 2020 :

de finances 2023, l'Algérie a insisté d'un bail de préférence à près de 349,2 dollars, data, son rapport d'octobre 2022 contre 135 dollars pour l'exercice 2020/2021, et 100/109 pour l'exercice 2019/2020. Qu'en sera-t-il pour la loi de finances 2024 où il est prévu une augmentation des dépenses. L'équilibre budgétaire dépendant avant tout des recettes de l'export.

Le cours du marché parallèle de devises

Selon le site Forex le marché de devises sur le marché parallèle est estimé entre 3/5 milliards d'euros/an, mais ce montant, fluctuant, est certainement sous-estimé. Afin de pouvoir faire la comparaison entre 2011 et septembre 2023, l'écart entre le taux de change officiel du dinar face à l'euro et celui observé sur le marché noir, variait entre 40% voire 45%, sur le marché parallèle. Durant l'année 2011, il avait atteint une moyenne de 135 dinars un euro et le 08 octobre 2022, la cotation est de 219 dinars un euro. Du 21 au 25 septembre 2023, le dinar algérien est coté à 137,0473 dinars un dollar et 146,2567 dinars un euro et sur le marché parallèle, le 22 septembre 2023 l'euro s'échange à 227 dinars à l'achat et 229 dinars à la vente, le dollar américain à 210 dinars à l'achat et 212 dinars à la

Le Président de la République ayant dénoncé l'effacement du système d'information avait dressé un montant variant entre 8000 et 10 000 milliards de dinars (voir étude sous la direction du professeur Abdelouahmane Mebtoul - Institut Français des Relations Internationales IFRI Paris - Les enjeux stratégiques de la sphère informelle 2023-reproduite en synthèse réactualisée dans la revue Stratégie IMOCF du ministère de la défense nationale algérienne. De ce fait, on ne peut exclure la sphère informelle de la sphère monétaire, le cours du dinar sur le marché officiel étant passé de 5 dinars pour un dollar durant les années 1970, à 76 dinars pour un dollar vers les années 2020 et est coté du 21 au 25 septembre 2023 137,0473 dinars un dollar et 146,2567 dinars un euro. Sur le marché parallèle, le 22 septembre 2023 l'euro s'échange à 227 dinars à l'achat et 229 dinars à la vente et le dollar américain 210 dinars à l'achat et 212 dinars à la vente qui s'explique par différentes raisons suivant la loi de l'offre et de la demande.

Premièrement, la demande provient de simples citoyens qui voyagent à l'étranger, ceux qui se soignent à l'étranger et les habitants du fait de la faiblesse de l'allocation de devises (environ 100 euros). Mais ce sont les agences de voyages qui, à défaut de bénéficier du droit au change, recourent elles aussi aux devises du marché noir étant importateurs de services. Majoritairement elles exportent des devises au lieu d'en importer comme le voudrait la logique touristique.

Deuxièmement, pour se prémunir contre l'inflation, et donc la dépréciation du dinar algérien, l'Algérien ne place pas ses investissements dans le foncier, immobilier ou l'or, mais une partie de l'épargne est placée dans les devises.

Abdelouahmane Mebtoul
Pr des relations
Expert International

lisation de l'épargne à l'étranger, n'a de chance d'aboutir, outre la forte concurrence de banques étrangères qui contrôlent déjà les circuits, que si l'Algérie entame de véritables réformes structurelles dont l'épine dorsale la réforme du système financier caractérisé par la lourdeur administrative, les banques publiques en 2022, canalisant plus de 85% du crédit octroyé à l'économie, les banques privées malgré leur nombre étant marginales, banques qui doivent répondre aux normes internationales et surtout à la forte concurrence. Sur le plan opérationnel, les bureaux de change ne seront efficaces que si le taux d'intérêt fluctue entre celui du marché parallèle et celui de la cotation officielle l'écart serait entre 10/15% minimum

1.-Evolution officielle de la cotation du dinar et des réserves de change

Qu'en est-il de l'évolution du cours officiel du dinar corrélé aux réserves de change via les recettes d'hydrocarbures à plus de 70% de la période de 2001 à septembre 2023 ? Le cours officiel est passée (cours achat) en 1970, à 4,94 dinars un dollar, en 1980 à 5,03 dinars un dollar ; - 2001 : 77,26 dinars un dollar et 69,20 dinars un euro - 2005 : 73,36 dinars un dollar et 91,32 dinars un euro - 2010 : 74,31 dinars un dollar et 103,49 dinars un euro - 2015 : 100,46 dinars un dollar et 111,44 dinars un euro - 2016 : 100,46 dinars un dollar et 111,44 dinars un euro - 2017 : 110,96 dinars un dollar et 125,31 dinars un euro - 2018 : 116,62 dinars un dollar et 137,69 dinars un euro - 2019 : 119,36 dinars un dollar et 133,71 dinars un euro - 2020 : 128,31 dinars un dollar et

44,2 milliards de dollars -2021 : 47 milliards de dollars., 2022., 60 milliards de dollars, avril 2023 66 milliards de dollars et à fin août 2023, environ 85 milliards de dollars, avec un endettement extérieur faible moins de 3 milliards de dollars. Mais, attention à l'illusion monétaire devant transformer cette richesse virtuelle en richesses réelles les USA ont seulement 37 milliards de dollars de réserves de change fin 2022 et ils sont la première puissance économique du monde.

La restriction aveugle sans objectifs précis des importations du fait que le d'intégration des entreprises publiques et privées en 2022 ne dépasse pas les 15% étouffe l'appareil productif et accentue l'inflation du fait de la faiblesse de la production locale. La dépréciation officielle du dinar permet d'augmenter artificiellement la fiscalité des hydrocarbures (reconversion des exportations d'hydrocarbures en dinars) et la fiscalité ordinaire (via les importations tant en dollars qu'en euros convertis en dinar dévalué), cette dernière accentuant l'inflation des produits importés (équipements), matières premières, biens, montant accentué par la taxe douanière s'appliquant à la valeur du dinar, supportée, en fin de parcours, par le consommateur comme un impôt indirect, l'entreprise ne pouvant supporter ces mesures que si elle améliore sa productivité L'accroissement des effets inflationniste, outre l'inflation importée est la non proportionnalité entre la dépense publique et le faible impact, le taux de croissance. Pour son équilibre budgétaire selon le FMI et en référence à la loi

vente, soit un écart entre l'officiel et le parallèle de près de 57%, une des raisons des surfacturations avec certains étrangers et des transferts illicites hors des frontières des produits subventionnés.

Selon le FMI et la Banque mondiale, la sphère informelle représenterait en 2022 pour l'Algérie entre 33/37% du PIB. Selon la Banque d'Algérie il y a plus de 6200 milliards de dinars de la masse monétaire en circulation hors banques soit au cours de 137 dinars un dollar 45,25 milliards de dollars.

قانون المالية التصحيحي 2023 البرلمان يستعجل الفصل

درست لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، أمس الأحد، أحكام مشروع قانون المالية التصحيحي قبل إحالته على المناقشة العامة التي من المرتقب أن تتزامن مع عرض قانون المالية السنوي خلال الأسبوع المقبل، ضمن الأجل المحددة قانونياً.

وقال النائب أحمد بلجيلالي، عضو لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، إن المادة 71 من القانون العضوي 18-15 تنص على أن يرد قانون المالية لسنة لدى مكتب المجلس الشعبي الوطني يكون قبل 07 أكتوبر، بالمقابل ونحن في أول أكتوبر (أمس) ما تزال لجنة المالية والميزانية تناقش أحكام مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023، ليحال لاحقاً للنقاش في جلسة عامة، وأضاف في تصريح لـ "الخبر": "وعليه يمكن أن نسجل أننا أمام حالة وجود مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023 في المناقشة أمام مجلس الأمة، ووجود مشروع قانون المالية لسنة 2024 للمناقشة أمام لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني".

وفي رد على سؤال "الخبر" حول عدم إرجاع أحكام قانون المالية التصحيحي لسنة 2023 في قانون المالية لسنة 2024، أشار المتحدث إلى أن قانون المالية التصحيحي يحد ذاته يرد من خلاله تعديل أو تنمة ما جاء به قانون المالية لسنة، وهو ما تنص عليه المادة 07 من القانون العضوي 18-15، وفي

طرأت على الوضع الاقتصادي والميزانياتي لتبرير الأحكام الواردة في مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023، وأكدت أن الأحكام الجديدة التي تم إدراجها في إطار هذا المشروع سيتم تنفيذها لتعزيز تنفيذ القرارات التي اتخذتها الحكومة، والمتعلقة بالحفاظ على القدرة الشرائية للسكان، ودعم وتنويع النشاط الاقتصادي، من أجل تعزيز النمو والتخفيف على المدى المتوسط من الاعتماد على المحروقات.

وتضمن مشروع القانون بالخصوص مراجعة الميزانية من جانب النفقات، ومراجعة مؤشرات الاقتصاد الكلي والموازنة، إذ يتوقع أن تنتقل إيرادات الميزانية من 7901.9 مليار دينار في قانون المالية 2023 إلى 8926.0 مليار دينار في مشروع قانون المالية التصحيحي 2023، فيما يتوقع تسجيل نسبة نمو بـ 3.5٪ هذه السنة، وتحقيق فائض في ميزان المدفوعات بـ 7.1 مليار دولار، وارتقاب ارتفاع نفقات الميزانية بـ 6.7٪. ووفقاً لمشروع قانون المالية التصحيحي 2023، فقد أعد هذا الأخير على أساس تأطير الاقتصاد الكلي والمالي، بمراجعة مجاميع الاقتصاد الكلي والميزانياتي، إذ من المتوقع أن ترتفع نفقات الميزانية بنسبة 6.7٪، ومراجعة الجباية البترولية بالزيادة، بناء على توقعات واردة في المخطط متوسط المدى 2023-2027 لسوناطر، كما أنه من المتوقع ارتفاع الإيرادات الاستثنائية إلى 1410 مليار دينار، منها 848 مليار دينار من

مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023 من حيث الأحكام المتعلقة بالترخيص السنوي لتحصيل الموارد العمومية وتخصيصها، وكذا رخص الالتزام واعتمادات الدفع الملتزم بها، فهناك بعض التغييرات التي طرأت في هذا الجزء، وبالتالي فالإطار الذي يتضمنها هو قانون المالية التصحيحي لذات السنة لقانون المالية السنوي. ورقمياً يترجم ذلك، حسب المتحدث، بارتفاع الميزانية السنوية لسنة 2023 بزيادة في الإيرادات قدرها حوالي 1024 مليار دج، وزيادة في النفقات بحوالي 920 مليار دج. أما من حيث الأحكام والتشريعات الجبائية، فأوضح عضو المجلس الشعبي أحمد بلجيلالي أن أغلب الوارد من أحكام مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023 يتعلق بأسعار التحويلات والعداخييل والأرباح التي يتم تحويلها من الشركات، سيما الأجنبية والمتعددة الجنسيات نحو الخارج. ورجع البرلماني أن تكون "ضرورة الاستئصال في هذا الملفه وكذا وجود هراج قانوني للتصدي لتزييف طلال الخزينة العمومية لفترة طويلة نسبياً، هو ما عجل بوضع هذه الأحكام في قانون المالية التصحيحي لسنة 2023، وهذا ليتم الشروع في التطبيق مباشرة بداية من سنة 2024 باستغلال فترة شهيون إلى ثلاثة من صدور نصوص قانون المالية التصحيحي لسنة 2023 للإعلان عن الإجراءات الجديدة المتخذة في الرقابة الجبائية، وهذا يدلنا من انتظار قانون المالية لسنة 2024".

يشار إلى أن منكرة عرض قانون المالية التصحيحي قد عدت، وفقاً لأحكام المادة 76 من القانون العضوي رقم 18-15، التغييرات التي

سوناطر، و400 مليار دينار من بنك الجزائر كإرباح، فيما تم الإبقاء على السعر المرجعي الجبائي وسعر السوق ليرميل فقط الخام عند 60 و70 دولاراً للبرميل، على التوالي.

الإصلاح الميزانياتي

ومن الجانب التقني، قررت الحكومة اللجوء إلى قانون مالية تصحيحي يبدل التكميلي لإمماج المستجيدات المالية الجديدة في ميزانية 2023، إذ جاء مصطلح قانون المالية التصحيحي ليحل محل مصطلح "قانون المالية التكميلي" المعمول به سابقاً، وهذا وفقاً للتغيير الذي طرأ على مفهوم وفلسفة النظم الميزانياتي في الجزائر والإصلاح الميزانياتي الذي كرسه القانون العضوي 18-15 المتعلق بقوانين المالية.

ويرسم القانون العضوي كيفية إعداد قوانين المالية بطرق مخالفة لتلك المعتمدة في الجزائر منذ الاستقلال، إذ يعتمد قانوناً سنوياً ومجموعة من القوانين التصحيحية في أي وقت من السنة إذا اقتضى الأمر ذلك. وفي هذا السياق، تشير المادة 4 إلى أن قانون المالية يحتوي القانون السنوي وقوانين المالية التصحيحية والقانون المتضمن تسوية الميزانية، في حين تنص المادة 5 على أنه يتم تأطير ميزانياتي متوتمة، المدى كل سنة من طرف الحكومة بناء على اقتراح من الوزير المكلف بالمالية عند بداية إعداد قوانين المالية، ويحدد للسنة المقبلة والسنتين الموالتين تصديرات الإيرادات والنفقات، وصيد ميزانية الدولة، وكذا مديونية الدولة عند الاقتضاء، ويمكن مراجعة التأطير الميزانياتي المتوسط المدى خلال إعداد مشروع قانون المالية لسنة.

نسرين جعفر

خبراء في الاقتصاد لـ «الشعب»:

فتح مكاتب الصرف.. امتصاص أموال السوق الموازية

■ ارتفاع قيمة الدينار تساهم في امتصاص التضخم



كما يرى أن الدينار لا بد أن يسير نحو التغيير التدريجي، ازدواجية التحويل البنكي والتحويلات الموازية، يرى من الضروري الانفتاح التدريجي والكني بالنسبة للتحويلات ومكاتب الصرف.

بالإضافة إلى الإصلاحات، يعتقد أنه من الضروري إنشاء مناطق حرة صناعية وتجارية وتنشأ فيها بنوك، الإصلاحات التي يدعو إليها بن يحيى لا بد أن تنبع من خلال إجراءات تحويل أموال الشركات غير المصدرة إلى الخارج، كما دعا إلى إحداث إصلاحات عميقة في قانون النقدي والمصرفي، فالإن ارتفاع قيمة الدينار تساهم في امتصاص التضخم.

يذكر، أنه جاء في بيان بنك الجزائر أن مجال نشاط مكاتب الصرف في الجزائر سيضم عدد كبير من العمليات، لاسيما منها تلك الخاصة بالحق أو منحة الصرف لفائدة المقيمين من أجل الأسفار السياحية أو المهنية بالخارج، وتكاليف إجراء الدراسات والتريصات... ما يعني أن مكاتب الصرف ستكون موجهة لجميع المواطنين، مثلما هو موجود ومعمول به في جميع الدول

القانون النقدي والمصرفي 23 - 09 الصادر في جوان 2023، يتضمن عدة نصوص تطبيقية، مشيراً إلى مهام هذه المكاتب منها إعطاء منح للمواطنين للسفر إلى الخارج، المنح الدراسية، وتحويل أموال الشركات، وتكر في هذا الإطار بقرار البنك المركزي 07 - 01 المؤرخ في فيفري 2007 الذي ينص على التحويلات البنكية نحو الخارج.

يرى بن يحيى أنه من الضروري وضع سياسة لامتصاص حجم الأموال الموجودة في السوق الموازية المقدرة، حسبه بحوالي 5 مليار دولار، لفت إلى أن العملة الصعبة تأتي من أموال المتقاعدين المقيمين بفرنسا، والإطارات المتواجدين بالخارج الذين يحولون أموال إلى الجزائر من أجل اقتناء عقارات أو إقامة استثمارات.

لفت المتحدث في السياق إلى المرسوم رقم 03 - 01 المؤرخ في فيفري 2023 الذي ينص على التحويل غير الشرعي للأموال، وأكد في هذا الصدد على ضرورة وضع إصلاحات عميقة بالنسبة للمرسوم 07 - 01، ولا بد أن ينصب الاهتمام، حسبه، على التحويلات البنكية الحقيقية.

اعتبر خبراء في الاقتصاد فتح مكاتب الصرف، خطوة كبيرة في اتجاه امتصاص حجم الأموال المتداولة في السوق الموازية والتي تقدر بملايير الدولارات، كما تعتبر استجابة لمطلب الجزائريين منذ سنوات، نظراً لتفاوت سعر صرف العملة ما بين البنوك والسوق الموازية المقدرة بـ 35 بالمائة.

حياة / ك

قال سلامي بوبكر خبير في الجبابة والمالية في تصريح له للشعب، أن المستفيدين من أحقية الصرف سيحدد النص التنظيمي وسيخص السياحة والصحة والعلاج، وكذا الرحلات للدراسة في انتظار فتحها لكل الاحتياجات.

أضاف سلامي أن أصحاب المكاتب سيستفيدون من هامش الربح ويستفيد الذين يبيعون للمكاتب من الفرق بين سعر الصرف في البنوك وسعر الصرف في المكاتب.

من جهته أكد فريد بن يحيى الخبير في الاقتصاد، أن مكاتب الصرف لها أهمية كبيرة، مفيداً في تصريح له للشعب « أن

الاقتصادية الأولى

يشمل حاليا 7 مراكز عبر الوطن

الإطلاق الرسمي للنظام المعلوماتي "جبايتك"

بلعباس، أم البواقي، البويرة والأربعاء. ويهدف هذا النظام المعلوماتي لتسهيل و تبسيط الإجراءات الجبائية و تحسين الخدمة المقدمة، حيث يسمح للمكلفين بالضرائب بتصريح الضرائب و الرسوم عن بعد، حيث أكدت المديرية أن التفاصيل حول كل المعلومات المتعلقة بالنظام المعلوماتي الجبائي «جبايتك» وكيفية الاكاتب، عبر الرابط على الانترنت.



شروع النظام المعلوماتي «جبايتك» في الخدمة بعد الإطلاق الرسمي على مستوى 07 مراكز عبر الوطن، وأوضحت المديرية العامة للضرائب، أنه في إطار مواصلة تنفيذ برنامج رقمنة الإدارة الجبائية، تم أمس إطلاق الرسمي للنظام المعلوماتي «جبايتك» و دخوله حيز الخدمة على مستوى سبعة مراكز عبر الوطن، ويتعلق الأمر بمراكز الضرائب لولاية البليزي، الطارف، الشلف، بالإضافة إلى المراكز الجوارية للضرائب سني

ق. و



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger